



## **Allocution d'ouverture au colloque**

**Patrick Guillaumont**

**Président de la Ferdi**

**Ferdi, janvier 2014**

La Ferdi a dix ans, bientôt onze. Il était important de fêter cet anniversaire avant d'atteindre les onze ans, ce qui aura lieu le 15 janvier! Cette date échéance, qui convenait à beaucoup et ne pouvait être repoussée, n'a pas été au demeurant sans inconvénient. Elle nous prive de la présence du Pt de la République de Côte d'Ivoire qui avait accepté le principe de venir et nous adresse tous ses vœux. Elle se situe d'autre part dans la semaine du réseau de l'AFD, laquelle sera néanmoins représentée demain par Jean-Yves Grosclaude, directeur de la Stratégie, grâce à l'aimable compréhension d'Anne Paugam, sa directrice générale. En tout cas c'est pour la Ferdi une grande chance et un grand honneur de pouvoir ouvrir cette conférence en présence et avec un exposé du commissaire Andris Piebalgs qui a marqué de sa personnalité le renouveau de la politique européenne de coopération. Je le remercie chaleureusement d'être là. Je suis heureux aussi de vous accueillir dans cet amphithéâtre, inauguré en 1995, lorsqu'alors en charge du Cerdi, j'avais obtenu du Conseil Régional, du Conseil général et de la Ville de Clermont-Ferrand une nouvelle et dernière extension des locaux du Cerdi pour créer l'Idrec ..., amphithéâtre auquel on a donné le nom de Teilhard de Chardin, auvergnat et grand visionnaire de la convergence ultime ... Depuis, pour l'extension de la place prise par les activités de recherche dans cet immeuble, le relais a été pris par la Ferdi, de nouveau avec l'aide de la Région et du Feder... et avec l'espoir de poursuivre bientôt!

Je vous dois quelques explications sur ce qui s'est passé pendant dix ans et ce qui va se passer pendant deux jours, donc sur ce qu'a fait la Ferdi et sur l'objet de la conférence.

La Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdì), reconnue d'utilité publique, a été créée en 2003 à l'initiative du Cerdi, unité mixte de recherche CNRS et Université d'Auvergne, principal centre de recherches français en économie du développement. Elle a eu dès l'origine pour vocation de promouvoir la recherche sur le développement économique international et de contribuer aux débats internationaux sur les politiques de développement, au-delà du Cerdi et indépendamment de lui. Elle s'est développée au demeurant en parfaite complémentarité avec le Cerdi, auquel elle reste, on le verra, intimement liée. Plus qu'un véritable centre de recherches elle est en effet maintenant un think-tank (laboratoire d'idées), bien présent dans les débats internationaux sur le développement. Présente avec sa double spécificité, qui est d'être à la fois ancrée dans le monde francophone et bien insérée dans le monde anglophone, et d'exprimer sans dogmatisme, ni hyper-relativisme une certaine conception du développement, faisant sienne l'apostrophe de Pascal « sur quoi la fondera-t-il l'économie du monde qu'il veut gouverner? Sera-ce sur le caprice de chaque particulier? Quelle confusion! Sera-ce sur la justice? Il l'ignore. »

Au cours des cinq dernières années, trois facteurs ont conforté la position de la Ferdi et nourri son développement.

Le premier a été en 2007 le lancement de l'IDGM, « Initiative pour le Développement et la Gouvernance Mondiale », appuyée par un prêt sans intérêt de l'Agence Française de Développement, accordé parallèlement à la Ferdi et à l'Iddri (Institut du développement durable et

des relations internationales) en vue de promouvoir une action coordonnée de ces deux institutions à travers ce que l'on a appelé l'IDGM.

Le second a été l'obtention d'un soutien au titre des « Laboratoires d'excellence », accordé à un petit nombre d'institutions dans le cadre du Grand emprunt : ce « Labex », porté et coordonné par la Ferdi, associe le Cerdi aux deux partenaires de l'IDGM que sont l'Iddri et la Ferdi, établissant ainsi un lien contractuel avec lui et renforçant le lien avec l'Iddri. Le titre en résume l'objet : IDGM+ (Concevoir de nouvelles politiques de développement international à partir des résultats de la recherche. Renforcement de « l'Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale »).

Un troisième facteur, en cours d'évolution, est la mise en œuvre de partenariats avec de grandes institutions, le ministère des Affaires étrangères, la Banque de France, et une collaboration institutionnelle systématique, soit avec des organismes de développement, soit avec des think tanks du Sud. Un exemple en est le LDC IV Monitor, créé après la 4<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies sur les Pays les moins avancés tenue en 2011 à Istanbul.

Dès à présent, la Ferdi, à partir d'une équipe permanente restreinte localisée à Clermont-Ferrand, peut mobiliser un réseau d'une centaine de chercheurs de haut niveau, en majorité européens, mais aussi du Sud, parmi les plus renommés dans le domaine du développement. Elle associe ainsi dans ses travaux de prestigieux Senior Fellows, professeurs aux universités d'Oxford, Amsterdam, Genève, Lausanne, Florence, Athènes, Paris, Californie à Berkeley... ou éminentes personnalités du Nord et du Sud connues pour leur grande expérience, dont beaucoup sont ici présents. Mais notre équipe permanente demeure encore trop restreinte. Permettez-moi de saluer son travail, son dévouement et sa compétence et son engagement dans la préparation de ce colloque.

Les activités de la Ferdi sont structurées autour des trois grandes orientations thématiques qui sont celles du Labex (efficacité du développement, développement durable, gouvernance mondiale). Elles sont constituées par dix programmes, six thématiques et quatre transversaux, eux-mêmes déclinés en une cinquantaine de projets (voir site web). Tous les projets n'ont évidemment pas la même importance. S'il faut identifier les dix actions (projets) qui au cours des deux années passées ont été pour la Ferdi particulièrement importantes, je citerai les suivantes :

- la réflexion sur l'efficacité de l'aide, ainsi que sur les critères de son allocation géographique et la façon de traiter la vulnérabilité des économies et la fragilité des Etats,
- les instruments financiers pouvant à protéger les paysans pauvres contre les chocs notamment climatiques,
- les façons de concilier politiques commerciales et protection de l'environnement
- les nouveaux pays émergents comme partenaires de l'Afrique,
- les entrepreneurs africains,
- les moyens de renforcer l'intégration économique régionale en Afrique,
- les politiques internationales en faveur des pays les moins avancés,
- la place des pays vulnérables dans le nouvel agenda sur le développement,

- la mise au point d'indicateurs innovants de développement, en particulier sur les handicaps structurels des pays et la vulnérabilité
- la formation de hauts fonctionnaires étrangers sur la gestion de la politique économique préparant un master de l'Université d'Auvergne et l'animation un réseau d'environ six cents anciens de ce programme répartis dans de nombreux 70 pays.

La mise en œuvre de ces projets se traduit par diverses sortes d'évènements et de publications, et par une activité plus informelle de conseil et d'influence. C'est en effet à travers évènements, conseils et publications que la Ferdi s'efforce de contribuer à l'évolution des idées sur des sujets importants et divers.

La Ferdi organise aussi bien des réunions restreintes de chercheurs que des évènements ou « side events » de grandes conférences internationales ou des conférences scientifiques internationales : au cours des trois dernières années elle a ainsi organisé une quarantaine d'évènements, dont la moitié à l'étranger : à New York, Busan, Dakar, Dhaka, Doha, Genève, Istanbul, Manille, Tokyo, Tunis, Varsovie et Bruxelles encore récemment aux Journées européennes du développement, et ses membres permanents ont apporté leur contribution en une cinquantaine d'autres évènements, de nouveau la moitié à l'étranger .

La Ferdi publie à un rythme croissant des documents de travail (une centaine, dont les  $\frac{3}{4}$  au cours des trois dernières années, et une vingtaine dans la série « Indicateurs du développement innovants ») et des brèves (environ 80, dont les  $\frac{4}{5}$  au cours des trois dernières années), des livres (comme le Grand basculement et trois encore l'an passé, l'Afrique et les grands émergents, Intégration régionale pour le développement en Zone franc, ...) ou encore des livrets (sur l'assurance indicelle de groupe, sur le commerce équitable,..), ou des numéros spéciaux de revue faisant suite à des colloques (deux fois dans World Economy, sur commerce et environnement, sur aid for trade ...), cependant que ses membres publient des articles dans les meilleures revues académiques sur le développement (une centaine dans la même période).

Pour promouvoir la publication externe d'articles scientifiques, la Ferdi a conduit deux actions importantes. L'une a consisté à créer une prime pour la publication dans des grandes revues pour les chercheurs de centres ayant passé des accords en ce sens avec la Ferdi (ceux du Labex, les principaux bénéficiaires étant ceux du Cerdi, mais aussi ceux du Groupe mondialisation-développement du CES de la Sorbonne) .... L'autre est le soutien croissant apporté à la RED, qui elle-même fête aujourd'hui son 20<sup>ème</sup> anniversaire, après avoir publié près de 400 articles écrits par plus de 400 auteurs (dont 6 Prix Nobel), et être devenue la première revue scientifique de langue française en économie du développement. Elle n'aurait pu y arriver sans la contribution quotidienne et efficace de Catherine Lefort, ingénieur CNRS au Cerdi. Pour fêter cet anniversaire, la RED publie aujourd'hui un numéro spécial/exceptionnel « l'économie du développement vingt ans après » avec des articles de nombreux auteurs qui ont marqué l'économie du développement au cours de ces 20 années et dont beaucoup sont présents ici. Mais après vingt ans, compte tenu de l'état du marché des articles sur le développement économique, le moment est sans doute venu de

s'engager dans une autre étape, pour assurer un développement durable de la Revue d'économie du développement (RED).

Vous avez sans doute remarqué le sous-titre de ce colloque « un anniversaire pour une nouvelle étape ». Cette nouvelle étape s'impose non seulement à la RED, mais à la Ferdi tout entière, qui demeure dans son développement éminemment vulnérable. Nous devons dans les années qui viennent, en particulier dans le cadre de notre nouveau Contrat d'objectifs, prévoir l'expansion de nos moyens financiers et humains, ce qui implique de lever des fonds, notamment privés, et de recruter des personnels à la fois de haut niveau et partageant les objectifs de la fondation. Nous devons en même temps adapter constamment nos thèmes de réflexion, ce qui implique de mettre en chantier de nouveaux projets, tout en abandonnant d'autres, s'il le faut. Parmi les nouveaux chantiers, permettez-moi d'en indiquer cinq qui devraient prendre forme prochainement :

- Le financement du développement après 2015
- La fiscalité des ressources naturelles
- Un observatoire de la compétitivité en Afrique
- Une implantation décentralisée en Afrique
- L'art et la culture, comme vecteurs de développement économique

Vous aurez, comme un jalon de ce dernier projet, tout en visitant les locaux de la Ferdi, la possibilité d'admirer des œuvres de deux grands artistes africains, Souleymane Keita et de Serigne Mbaye Camara, grâce à l'aimable concours de Christian Martin, Directeur du Fonds Emporial pour l'art contemporain en Afrique.

Je dois maintenant vous présenter le propos de cette conférence,... qui n'est pas seulement sur le développement et la vulnérabilité de la Ferdi. Le thème en est « Développement durable, développement vulnérable ». Il se situe à la croisée d'une préoccupation ancienne et majeure de cette maison et de la réflexion mondiale aujourd'hui engagée sur ce que sera l'agenda du développement après 2015.

La préoccupation ancienne est celle de la vulnérabilité et des instabilités qui l'engendrent, traitées principalement au niveau macroéconomique. D'abord au Cerdi, pendant longtemps les instabilités, notamment celle des exportations, leurs causes et plus encore leurs conséquences, ont été un thème de recherches important, dès le fin des années 70 (y compris sur les effets du Stabex), plus ou moins bien compris lors des années d'ajustement où il s'agissait d'abord de dénoncer l'inefficacité des caisses de stabilisation et des accords par produit...ce qui n'a pas empêché au Cerdi la poursuite de la réflexion en ce domaine, guidée par la stance de Polyeucte : « Toute votre félicité,/ sujette à l'instabilité,/ en rien de moins tombe par terre,/ et comme elle a l'éclat du verre,/ elle en a la fragilité ». Quand a été créée la Ferdi, je me trouvais en charge du groupe de travail sur l'identification des PMA au CDP des NU et je me suis efforcé de faire adopter et définir un indice de vulnérabilité économique (EVI) comme critère d'identification de ces pays. Le besoin d'accompagner cette démarche par une réflexion en amont sur la vulnérabilité économique, en particulier sur les fondements et les applications d'un tel indice, s'est tout naturellement traduit

dans divers travaux de la Ferdi, tant du côté de la conception des indices, que de leur usage comme critère d'allocation de l'aide, avec un succès inégal. Succès réel toutefois avec la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies de décembre 2012, qui a invité les partenaires du développement à utiliser EVI comme critère d'allocation de l'aide, et surtout avec l'initiative du Commissaire Piebalgs de le faire pour l'aide européenne, dans un esprit d'efficacité, d'équité et de transparence.

La réflexion sur la vulnérabilité, des pays comme des individus, s'inscrit directement dans l'immense champ de réflexion ouvert sur l'avenir du développement après 2015 et la définition d'un agenda de développement durable.

Il est acquis que l'agenda international du développement après 2015 sera formulé de façon universelle et en intégrant deux types d'objectifs, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les Objectifs de Développement Durable (ODD). C'est en tout cas dans cet esprit qu'a été rédigé le rapport du Panel de haut niveau nommé par le Secrétaire général des Nations unies, auquel participaient activement le Commissaire Piebalgs et Jean-Michel Sévérino, suivi des rapport du Sustainable development solutions network et du Secrétaire général des Nations unies et auquel doit succéder le rapport du groupe intergouvernemental, appelé Open Working Group on Sustainable Development. Il est à noter que, si dans les trois rapports publiés les mots « vulnerable people » et « vulnerable countries » apparaissent de 8 à 1 fois, les PMA ne sont cités qu'une fois dans l'énoncé des « goals » des deux premiers rapports.

Les objectifs de développement durable ne peuvent naturellement être définis et poursuivis sans que soient prises en compte les vulnérabilités correspondantes: la vulnérabilité est un risque de non-durabilité. Il est donc normal qu'un agenda universel de développement durable s'attache à traiter la vulnérabilité dans ses diverses composantes, qui sont aussi celles du développement durable (économique, sociale, environnementale). Et qu'elle prête attention aux pays qui pour ces diverses raisons sont particulièrement vulnérables, comme les PMA. La vulnérabilité économique menace la durabilité de la croissance économique et son caractère « inclusif », comme le fait la fragilité étatique ou politique, qui elle-même résulte dans une large mesure de la vulnérabilité économique structurelle ; en matière d'environnement, la vulnérabilité est l'opposé de la durabilité environnementale, comme cela apparaît clairement avec le changement climatique. C'est d'ailleurs pourquoi la Ferdi a tenté de construire, un indice de vulnérabilité physique au changement climatique (PVCCI), évalué au niveau de chaque pays en tant que vulnérabilité structurelle, comme la vulnérabilité économique avec EVI, dépendant non de la politique présente et future, mais de facteurs reflétant à la fois l'ampleur probable des chocs (élévation du niveau de la mer, désertification) et l'intensification des chocs récurrents (de température et pluviométrie).

Pour traiter de cet antagonisme fondamental entre développement durable et développement vulnérable, nous avons organisé la conférence en quatre sessions, où d'éminents experts essaieront de répondre respectivement à quatre questions.

La première session aura pour thème : « Vingt ans d'économie du développement : une nouvelle prise compte du risque ? ». Elle traitera notamment des questions suivantes :

1. Comment se caractérise aujourd'hui l'économie du développement ?
2. Quels ont été ses progrès les plus marquants depuis dix ans, depuis vingt ans ?
3. Ont-ils été plutôt d'ordre micro-économique, avec l'analyse d'impact, ou d'ordre macroéconomique, avec l'économétrie historique ?
4. Le risque et la vulnérabilité ont-ils été suffisamment et adéquatement pris en compte ?

Ce sera en même temps une session du XXème anniversaire de la RED, puisque le l'objet du double numéro spécial qui vient de paraître « l'économie du développement vingt ans après » correspond au thème de cette première session.

Au cours de la seconde session sera examinée la question : « Le financement international répond-il à la vulnérabilité des pays ? » et abordera notamment les points suivants :

1. Comment le financement international du développement peut-il s'attaquer aux diverses formes de vulnérabilité, économique, sociale, environnementale ?
2. L'allocation de l'aide doit-elle privilégier les « Etats fragiles » ou « les pays vulnérables » ?
3. Quel est l'avenir des financements compensatoires des chocs ?
4. Les fonds verticaux sont-ils adaptés à la vulnérabilité des pays ? 5. Les fonds d'investissement public sont-ils le moyen de promouvoir la durabilité du développement ?

La question considérée au cours de la troisième session sera : « l'intégration régionale est –elle une réponse à la vulnérabilité ». Il s'agira de répondre à des questions telles que

1. Comment l'intégration économique régionale dans ses diverses formes (commerciale, fiscale, financière, monétaire) peut-elle amortir l'impact des chocs subis par les pays ?
2. « L'aide au commerce » peut-elle contribuer à la fois à renforcer l'intégration régionale et à diminuer la vulnérabilité ?
3. L'intégration régionale peut-elle aussi favoriser la paix et la sécurité ? 4. Peut-elle au contraire créer de nouveaux risques ?

La quatrième session retrouvera la question dont nous sommes partis, « les objectifs de de développement après 2015, notamment au travers les questions suivantes :

1. L'agenda du développement après 2015 prévoit de fusionner les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) avec les Objectifs de développement durable (ODD) dans un cadre universel.-Quel en est le fondement philosophique ?-Quelle en est la portée pratique ?
2. Pourquoi et comment tenir compte de la situation des pays pauvres les plus vulnérables, en particulier les pays les moins avancés ?
3. La pauvreté et le changement climatique appellent-ils les mêmes réponses internationales dans ces pays et dans les autres ?

Enfin la séance de clôture sera consacrée à un problème crucial et d'actualité, celui des nouveaux enjeux pour le développement que constituent la paix et la sécurité. Elle se déroulera autour de Younoussi Touré, Ancien PM et Pt ai de l'AN du Mali, avant que Jen-Yves Grosclaude ne tire quelques conclusions. Dans l'intervalle deux temps forts réuniront une partie de l'assistance, ce soir au dîner autour de Kémal Dervis sur le thème « Gouvernance mondiale et développement » et demain au déjeuner autour de Jen-Michel Sévérino.

Les réponses à ces diverses et importantes questions devraient guider la Ferdi dans la préparation de sa nouvelle étape.

C'est une chance pour nous d'avoir pu réunir un ensemble d'une quarantaine d'experts aussi éminents, aussi variés par leur origine et leur expérience, toujours immensément riche, pour moitié universitaires, pour moitié venant d'institutions françaises ou internationales dédiées au développement. Diverses personnalités du Sud qui avaient accepté de venir n'ont pu au dernier moment et pour des raisons fortuites nous rejoindre. Cela fait partie de notre vulnérabilité. En tout cas que tous ceux qui sont là, comme ceux qui en ont été empêchés, reçoivent ici le témoignage de ma profonde gratitude et de mon amitié.